

Conjoncture énergétique Mars 2014

La production d'énergie primaire du mois de mars 2014 continue sur la pente descendante reprise en février : - 2,3 % en mars 2014 par rapport à son niveau d'il y a un an, pour un total de 10,6 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep). Ce recul est toujours en lien avec la tendance baissière de la production d'électricité nucléaire (- 2,7 % sur un an), alors que celle des énergies renouvelables électriques poursuit sa progression (+ 7 % au total sur un an), du fait du dynamisme de la production hydraulique.

La demande d'énergie connaît en mars sa troisième baisse mensuelle consécutive (- 10,8 %), toujours sous l'effet de températures particulièrement clémentes, supérieures de 3,3°C en moyenne par rapport au mois froid de mars 2013. Ces conditions météorologiques limitent les besoins en chauffage.

Résultat d'une consommation d'énergie primaire qui diminue beaucoup plus vite que la production d'énergie primaire, le taux d'indépendance énergétique gagne plus de 4 points sur un an. Mesuré en cumul sur les douze derniers mois, entre avril 2013 et mars 2014,

À 10,6 Mtep, la production nationale d'énergie primaire (*méthodologie*) du mois de mars recule de 2,3 % par rapport à son niveau d'il y a un an, après une légère baisse le mois précédent. Cette évolution est le fait d'une diminution de la production nucléaire (- 2,7 % entre mars 2013 et mars 2014) qui contraste avec la bonne tenue globale des énergies renouvelables – même si la production éolienne marque le pas. En effet, cette dernière est en légère décroissance par rapport à son haut niveau de mars 2013. La production hydraulique quant à elle reste très dynamique, avec une nette progression, de 8,7 % en glissement annuel. Il faut remonter à mars 2001 pour retrouver un niveau supérieur.

La douceur exceptionnelle du climat se poursuit pour le troisième mois consécutif : la température moyenne du mois de mars dépasse de 3,3°C celle de l'an dernier et de 1,6°C la moyenne de référence, affectant sensiblement à la baisse l'usage du chauffage. Ainsi, la consommation d'énergie primaire réelle recule fortement, de 10,8 % sur un an.

Sous l'effet d'une baisse beaucoup plus prononcée de la consommation d'énergie primaire par rapport à la production primaire, le taux d'indépendance énergétique gagne 4,3 points sur un an. En cumul sur les douze derniers mois, entre avril 2013 et mars 2014, ce taux s'établit à 49,7 %, soit une hausse de 1,5 point par rapport à la même période de l'an dernier.

Le net recul de la consommation primaire des énergies fossiles se répercute sur les émissions de CO₂ liées à la

combustion d'énergie, dont la baisse atteint 16,6 % en données brutes et en glissement annuel. Ces émissions n'ont jamais atteint un niveau aussi faible pour un mois de mars, depuis l'origine des séries de la conjoncture (1981).

Mesurées en moyenne sur les douze derniers mois, ces émissions diminuent de 4,2 % par rapport à la période précédente.

En données corrigées des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables (CVS-CVC-CJO), la consommation d'énergie primaire augmente légèrement (+ 0,8 % entre février et mars), après une quasi-stabilité entre janvier et février. L'évolution par type d'énergie est contrastée : le charbon et le pétrole sont en hausse, particulièrement prononcée pour le premier (respectivement de 13,5 % et 4,6 %), alors que le gaz naturel et l'électricité primaire baissent respectivement de 2,6 % et 1,5 % entre février et mars.

Sous l'effet d'une baisse qui touche l'ensemble des produits, particulièrement les produits pétroliers, la facture énergétique de février 2014 s'allège considérablement, d'environ 2 milliards et demi (Md€) par rapport à celle de janvier, pour un total de 3,9 Md€. Mesurée en cumul sur les douze derniers mois, entre mars 2013 et février 2014, elle totalise 64,3 Md€, soit un retrait de 6,8 % par rapport à la même période de l'an dernier.

Consommation et production d'énergie primaire*, indépendance énergétique et émissions de CO₂ (séries brutes) En milliers de tep

Énergie primaire	Mars 2014		
	Quantité	Évolution (%) M/M-12	Part en %
Production nationale d'énergie primaire	10 588	-2,3	100,0
dont : - charbon (produits de récupération)	16	18,2	0,1
- pétrole	65	-4,0	0,6
- nucléaire (brut)	9 796	-2,7	92,5
- hydraulique et éolien (brut)	711	7,0	6,7
Consommation d'énergie primaire réelle	21 124	-10,8	100,0
- charbon	743	-38,2	3,5
- pétrole	6 720	-4,5	31,8
- gaz naturel	3 548	-27,1	16,8
- électricité	10 114	-4,4	47,9

Taux d'indépendance énergétique (%)	50,1	4,3
Émissions de CO ₂ dues à l'énergie (milliers de t CO ₂)	29 136	-16,6

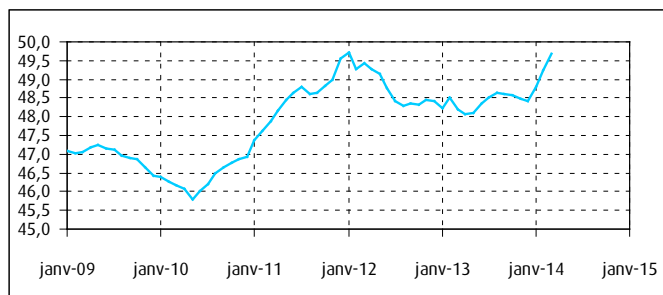
* Hors énergies renouvelables thermiques et déchets.

Source : calcul SOeS, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

Taux d'indépendance énergétique moyen

(série brute en année mobile)

En %

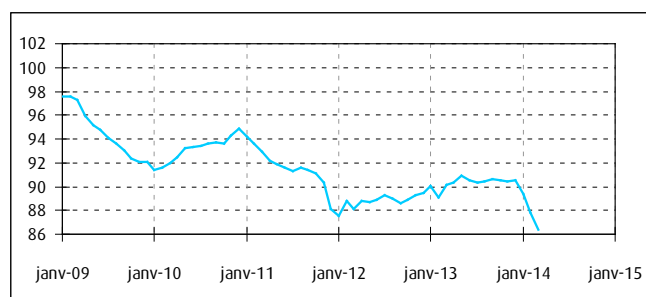


Source : calcul SOEs, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

Émissions de CO₂ liées à la combustion d'énergie

(série brute, en moyenne sur 12 mois)

Indice base 100 en 2005



Note de lecture : en moyenne sur les douze derniers mois, les émissions sont à environ 86 % de leur niveau de référence de 2005.

Source : calcul SOEs, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

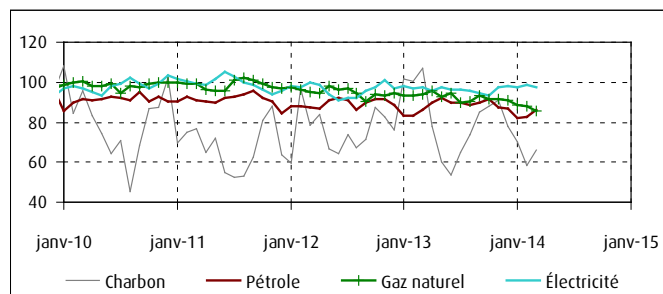
Corrigée des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables, et après conversion en tonne équivalent pétrole, la consommation d'énergie primaire est en légère hausse entre février et mars (+ 0,8 %), après une quasi-stabilité entre janvier et février et une baisse de 2,8 % entre décembre et janvier.

Cette tendance masque des évolutions contrastées entre les différentes formes d'énergie. La consommation de charbon augmente de 13,5 %, après trois mois de baisse consécutive, en lien avec une plus forte consommation de charbon dans les centrales entre février et mars. La consommation CVS-CVC-CJO de gaz naturel recule pour le quatrième mois consécutif (- 2,6 % entre février et mars), à un rythme plus prononcé que le mois précédent et comparable à l'évolution entre décembre et janvier, principalement en raison d'une baisse de la demande des petits clients reliés au réseau de distribution. La consommation de pétrole progresse plus vite entre février et mars qu'entre janvier et février (respectivement de 4,6 % et 0,6 %), sous l'effet des principaux produits, particulièrement l'ensemble fioul domestique et gazole non routier. Enfin, la consommation d'électricité primaire perd 1,5 %, après une hausse de 1,3 % le mois précédent.

Consommation d'énergie primaire, par énergie

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2005



Source : calcul SOEs, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

Évolution de la consommation d'énergie primaire*, par énergie, et des émissions de CO₂

(séries CVS-CVC-CJO)

En %

Énergie primaire	M/M-1	M-1/M-2	M-2/M-3	M/M-12
Consommation d'énergie primaire	0,8	-0,1	-2,8	-2,5
- charbon	13,5	-16,8	-10,1	-42,1
- pétrole	4,6	0,6	-5,7	-1,1
- gaz naturel	-2,6	-0,6	-2,4	-5,4
- électricité	-1,5	1,3	-0,8	1,8
Émissions de CO₂ liées à la combustion d'énergie	3,1	-2,1	-7,4	-8,6

* Énergie primaire mesurée en tep.

Source : calcul SOEs, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

Corrigées des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables, les émissions de CO₂ liées à la combustion d'énergie du mois de mars augmentent de 3,1 %, après les baisses enregistrées durant les quatre derniers mois.

Les combustibles minéraux solides

En mars 2014, la consommation totale réelle de charbon (combustibles minéraux solides) poursuit sa forte baisse entamée en janvier : - 38,5 % en glissement annuel, pour un total de 1,2 million de tonnes (Mt), soit son plus bas niveau pour un mois de mars depuis que la série existe. Les importations chutent de 27,7 % par rapport à mars 2013.

Bilan mensuel des combustibles minéraux solides

(séries brutes)

En milliers de tonnes

Combustibles minéraux solides	Mars 2014		
	Quantité	Évolution (%) M/M-12	Part en %
Importations totales	1 048	-27,7	
Production nationale *	39	18,2	
Variations de stocks	-168		
Exportations totales	16	-23,8	
Consommation totale réelle	1 200	-38,5	100,0
dont : - centrales électriques	385	-64,9	32,1
- sidérurgie	488	-5,4	40,7

* Produits de récupération provenant des anciennes mines de charbon (schistes des terrils houillers du Nord et du Gard, schlamms issus de bassins de décantation en Moselle).

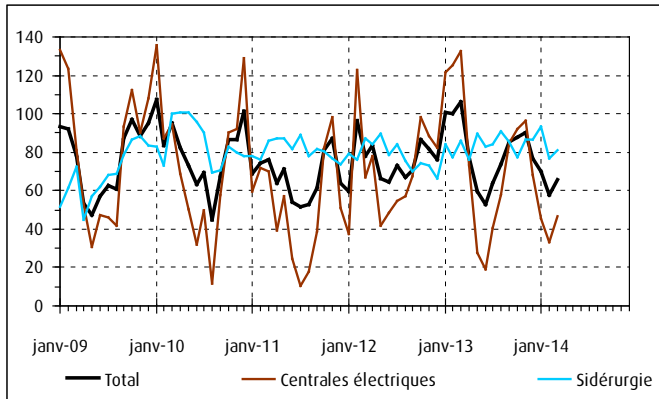
Sources : calcul SOEs d'après EDF, E.ON, FFA et Douanes

La consommation de charbon vapeur pour la production d'électricité baisse sensiblement, pour le quatrième mois consécutif : - 64,9 % en mars 2014 par rapport à il y a un an. Cette tendance est principalement liée aux températures, toujours très clémentes, du mois de mars, par rapport à un mois de mars 2013 particulièrement froid (+ 3,3°C en moyenne par rapport à l'an dernier et + 1,6°C par rapport à la moyenne de référence).

Consommation de combustibles minéraux solides

(séries brutes)*

Indice base 100 en 2005



* Pour les combustibles minéraux solides, les tests n'ont révélé aucune saisonnalité ou effet climatique marqués. En conséquence, rien ne distingue ces séries brutes de séries CVS-CVC-CJO.

Sources : calcul SOeS d'après EDF, E.ON et FFA

En glissement annuel, la consommation de charbon dans la sidérurgie diminue de 5,4 %. Elle se situe à un faible niveau pour un mois de mars, le plus bas après celui de mars 2009.

Les stocks du mois se dégarnissent légèrement en mars. La quantité totale de charbon stockée s'établit à 5,4 Mt (après 5,6 Mt en février), dont une grande partie est destinée aux centrales électriques. Ces dernières disposent ainsi d'une autonomie de plus de sept mois au rythme actuel de la consommation, soit deux mois de plus qu'en mars 2013.

Les produits pétroliers

En mars 2014, la **consommation totale réelle** de produits pétroliers diminue de 4,5 % en glissement annuel et atteint un nouveau plancher record pour un mois de mars depuis l'existence de la série, soit janvier 1981. Cette tendance touche particulièrement l'ensemble fioul domestique et gazole non routier. Comme en janvier et février, l'effet climat a encore contribué à cette baisse : avec des températures toujours clémentes (+ 3,3°C en moyenne par rapport à mars 2013), les ventes du seul fioul domestique chutent de 26,4 % par rapport à leur niveau d'il y a un an, après - 23 % en février et - 25 % en janvier. Les livraisons de carburants routiers diminuent légèrement par rapport à l'année dernière, sous l'effet d'un retrait des ventes de gazole.

La part du SP95-E10 diminue très légèrement par rapport à mars 2013 et atteint 30,8 % des ventes de supercarburants en mars 2014, soit un peu plus d'un point de plus qu'il y a un an.

Les consommations de GPL diminuent encore en mars, de 23,5 % en glissement annuel.

Production et consommation de produits pétroliers

(séries brutes)

En milliers de tonnes

Produits pétroliers (1)	Mars 2014		
	Quantité	Évolution (%) M/M-12	Part en %
Production nationale (2)	65	-4,0	
Consommation totale réelle	6 720	-4,5	100,0
dont : - total carburants routiers	3 370	-0,4	50,2
dont : - supercarburants	555	1,0	8,3
- gazole	2 815	-0,7	41,9
- fioul domestique et gazole non routier (3)	1 007	-9,6	15,0
- carburéacteurs	492	0,1	7,3
- GPL	167	-23,5	2,5

(1) Hors soutes maritimes.

(2) Pétrole brut et hydrocarbures extraits du gaz naturel.

(3) Le gazole non routier remplace obligatoirement le fioul domestique depuis le 1^{er} mai 2011 pour certains engins mobiles non routiers et depuis le 1^{er} novembre 2011 pour les tracteurs agricoles, avec les mêmes spécifications que celles du gazole routier, excepté sa coloration.

Sources : calcul SOeS d'après CPDP et DGEC

Évolution mensuelle de la consommation des produits pétroliers

(séries CVS-CVC-CJO)

En %

Produits pétroliers	M/M-1	M-1/M-2	M-2/M-3	M/M-12
Consommation totale	4,6	0,6	-5,7	0,0
dont : - total carburants routiers	1,2	-0,6	-2,4	0,6
dont : - supercarburants	1,9	-0,5	-2,5	1,4
- gazole	1,1	-0,6	-2,3	0,4
- fioul domestique et gazole non routier	19,0	4,0	-6,1	11,5
- carburéacteurs	3,0	8,8	-14,7	0,0
- GPL	-0,7	-4,5	-13,7	-11,8

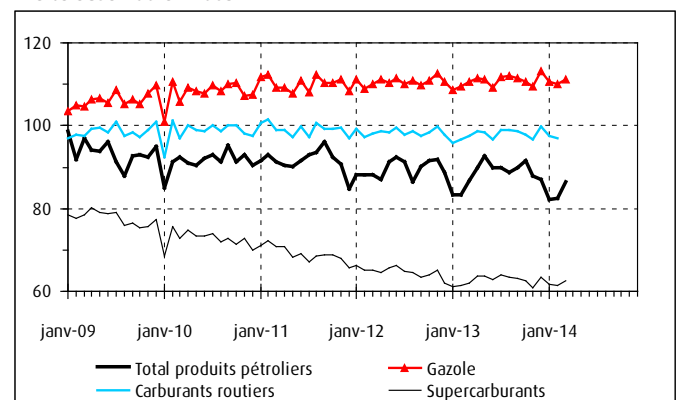
Source : calcul SOeS d'après CPDP

Corrigée des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables, la consommation de produits pétroliers augmente entre février et mars, de manière plus prononcée que le mois précédent. Ce mouvement résulte surtout d'un bond de la consommation de l'ensemble fioul domestique et gazole non routier (+ 19 % sur un mois, après + 4 % entre janvier et février). Les livraisons de carburants routiers gagnent 1,2 % sur un mois, après - 0,5 % entre janvier et février. Celles de carburéacteurs augmentent, à un rythme toutefois moins prononcé que le mois dernier. En revanche, les ventes de GPL diminuent pour le quatrième mois consécutif (- 0,7 % sur un mois).

Consommation de produits pétroliers

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2005



Source : calcul SOeS d'après CPDP

Le gaz naturel

En mars, les **importations nettes** de gaz¹ diminuent sensiblement, de 16,3 % sur un an, à 39,2 TWh, soit leur plus bas niveau pour un mois de mars depuis 2008. Cette tendance ne concerne que le gaz gazeux (- 20 %), du fait d'un mouvement conjoint de baisse des entrées (- 16 %) et de hausse des sorties (+ 23 % sur un an, principalement vers l'Espagne et la Suisse). Les importations de GNL enregistrent en revanche une reprise (+ 8,1 %), après plusieurs mois de retrait.

Bilan mensuel du gaz naturel*

(séries brutes)

En TWh PCS

Gaz naturel	Mars 2014		
	Quantité	Évolution (%) M/M-12	Part en %
Importations nettes	39,2	-16,3	
Soutirages des stocks**	7,2	-53,2	
Consommation totale (hors pertes) réelle	46,1	-27,1	100,0
dont : - gros clients reliés au réseau de transport	13,2	-21,5	28,6
<i>dont clients CCCG***</i>	0,4	-79,2	0,9
- résidentiel-tertiaire, petite industrie	32,9	-29,1	71,4

* L'injection de gaz naturel dans le réseau de transport à Lacq a pris fin mi-octobre 2013. Seules des quantités très marginales de gaz de mine, provenant du bassin Nord-Pas-de-Calais, sont désormais injectées dans le réseau.

** Positif quand on soutire des quantités des stocks pour les consommer, négatif quand on remplit les stocks.

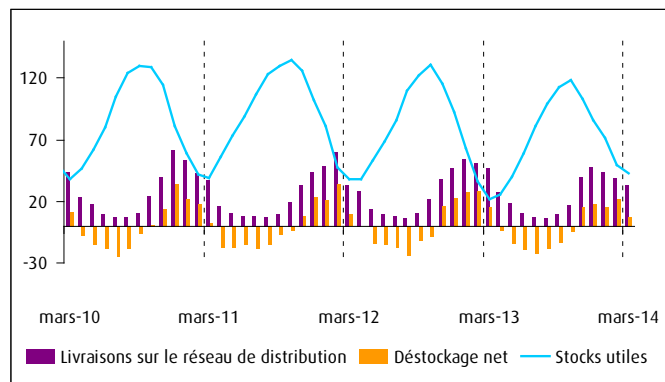
*** Centrales à cycle combiné au gaz.

Sources : SOeS, d'après GRT-gaz, TIGF, Storengy, Elengy et FOSMax LNG

En mars, le soutirage des **stocks** se poursuit mais toujours à un rythme ralenti (- 53,2 % sur un an), permettant ainsi aux stocks utiles de se maintenir à un niveau élevé. À 42,9 TWh fin mars 2014, leur niveau est le double de celui de l'an dernier, soit le plus élevé mesuré depuis 2009.

Variations de stocks et livraisons aux consommateurs

En TWh



Sources : SOeS, d'après GRT-gaz, TIGF, Storengy, Elengy et FOSMax LNG

La **consommation totale réelle**² de gaz est en très net recul en mars pour le troisième mois consécutif (- 27,1 % sur un an). À 46,1 TWh, il s'agit de la plus faible consommation pour un mois de mars depuis 1999. Depuis le début de l'année les évolutions sont identiques sur les deux réseaux. D'une part, la consommation des petits clients reliés au réseau de distribution diminue très fortement (- 29,1 % par rapport à mars 2013), en raison principalement de la douceur exceptionnelle du mois de mars (+ 3,3°C en moyenne par rapport à l'an dernier et + 1,6°C par rapport à la moyenne de référence). D'autre part, la consommation des gros clients reliés au réseau de transport fléchit nettement (- 21,5 % sur un an), particulièrement du fait d'une moindre sollicitation des centrales à cycles combinés au gaz. Hors CCCG, cette tendance reste tout de même prononcée (- 14,9 % par rapport à mars 2013).

Corrigée des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables, la consommation totale recule en mars par rapport à février (- 2,6 %). Les livraisons aux gros clients connaissent leur sixième mois consécutif de repli (- 0,9 % entre février et mars). Après trois mois de quasi-stabilité, la consommation des petits clients reliés au réseau de distribution enregistre une baisse notable en mars par rapport au mois précédent (- 3,4 %).

Consommation totale (hors pertes) de gaz naturel

(séries CVS-CVC-CJO)

En %

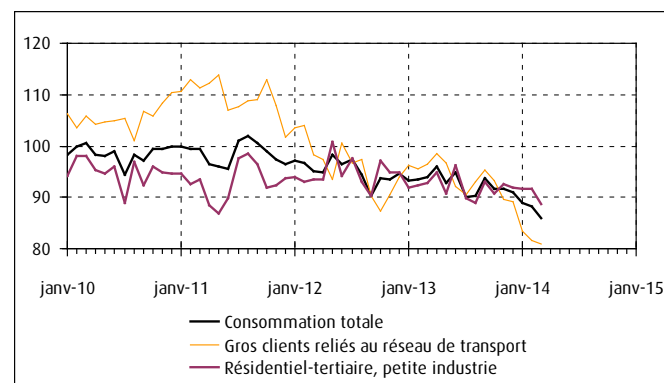
Gaz naturel	M/M-1	M-1/M-2	M-2/M-3	M/M-12
Consommation totale (hors pertes)	-2,6	-0,6	-2,4	-8,5
dont : - gros clients reliés au réseau de transport	-0,9	-2,1	-6,5	-16,1
- résidentiel-tertiaire, petite industrie	-3,4	0,1	-0,5	-4,5

Sources : SOeS, d'après GRT-gaz et TIGF

Consommation totale (hors pertes) de gaz naturel

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2005



Sources : SOeS, d'après GRT-gaz et TIGF

¹ Il s'agit des entrées nettes de gaz sur le territoire français, donc exportations déduites et hors transit.

² Il s'agit de la consommation totale hors pertes (transport, distribution, stockage...).

L'électricité

Pour le sixième mois consécutif, la **production totale** d'électricité est en baisse en glissement annuel (- 6,5 % en mars 2014). C'est la plus faible production pour un mois de mars depuis 2004.

La **production nucléaire** accentue le recul déjà observé en février (- 2,7 % en mars sur un an). À 35,8 TWh elle atteint son plus bas niveau pour un mois de mars depuis 2007.

La **production hydraulique** est en forte croissance (+ 8,7 % en mars sur un an), malgré des précipitations déficitaires. En effet, le stock accumulé dans les réservoirs des barrages étant abondant, une partie importante a pu être turbinée. La part de l'hydraulique dans la production électrique totale atteint son plus haut niveau pour un mois de mars depuis 2002 (14,4 %).

La **production éolienne** enregistre pour sa part une légère baisse en mars (- 1,3 % sur un an), du fait des conditions météorologiques moins favorables.

Production d'électricité, échanges et énergie appelée (séries brutes)

En GWh

Électricité	Mars 2014		
	Quantité	Évolution (%) M/M-12	Part en %
Production d'électricité nette	48 185	-6,5	100,0
dont : production primaire	43 994	-1,0	91,3
dont : - nucléaire	35 798	-2,7	74,3
- hydraulique (yc pompages)	6 919	8,7	14,4
- éolienne (*)	1 277	-1,3	2,7
production thermique classique	4 191	-41,1	8,7
Solde : exportations - importations	4 565	153,0	
Pompages (énergie absorbée)	805	35,4	
Énergie appelée réelle (yc pertes)	42 815	-12,9	100,0
dont : - basse tension	18 430	-18,6	43,0
- moyenne tension	13 722	-7,6	32,0
- haute tension	6 923	-3,3	16,2

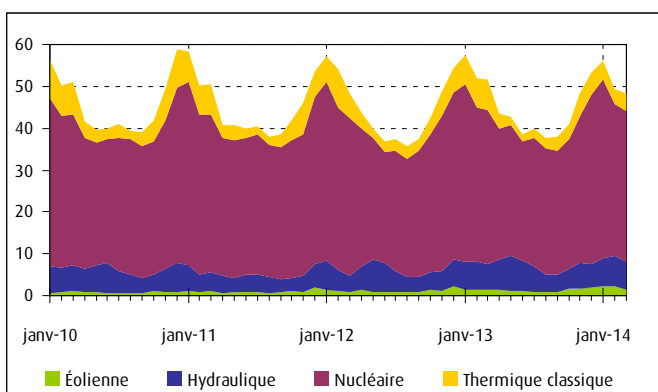
(*) estimation fragile pour le dernier mois.

Sources : SOeS, d'après RTE, EDF, ErDF, Snet et CNR

En raison à la fois du dynamisme des productions renouvelables et d'un faible niveau de la consommation, les **centrales thermiques classiques** ont été très peu sollicitées depuis le début de l'année. Pour le troisième mois consécutif, leur production est en très forte diminution en mars (- 41,1 % sur un an).

Production d'électricité par filière

En TWh



Sources : SOeS, d'après RTE, ErDF, EDF, Snet et CNR

L'**énergie appelée réelle** s'établit à 42,8 TWh en mars 2014, en baisse de 12,9 % par rapport à son niveau record de mars 2013. Les baisses relevées depuis le début de l'année dans les trois domaines de tension s'accroissent en mars. Cette tendance est plus prononcée pour la basse tension (- 18,6 % par rapport à mars 2013), particulièrement sensible aux aléas climatiques : la température moyenne de mars 2014 est supérieure de 3,3°C à celle d'il y a un an. La consommation en moyenne tension est quant à elle inférieure de 7,6 % par rapport à son niveau très élevé de mars 2013. En revanche, le retrait de la consommation en haute tension (- 3,3 % en mars) s'inscrit dans une tendance de long terme : à 6,9 TWh, il s'agit de son plus bas niveau pour un mois de mars depuis 1986.

Le **solde exportateur des échanges**, en forte hausse depuis le début de l'année, est multiplié par deux et demi sur un an. Les exportations augmentent fortement (+ 65 %), tandis que la baisse des importations s'amplifie (- 37 %).

Corrigée des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables, l'énergie appelée affiche une légère baisse entre février et mars (- 1,4 %). Les consommations dans les trois domaines de tension sont en baisse, de manière plus prononcée pour la basse tension (- 2,4 %).

Énergie appelée (séries CVS-CVC-CJO)

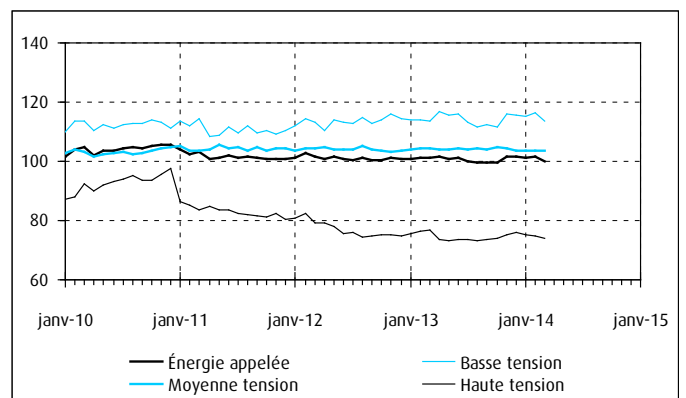
En %

Électricité	M/M-1	M-1/M-2	M-2/M-3	M/M-12
Énergie appelée	-1,4	0,4	-0,3	-1,0
dont : - basse tension	-2,4	1,0	-0,3	-0,1
- moyenne tension	-0,3	0,0	0,2	-0,9
- haute tension	-1,1	-0,2	-1,5	-3,4

Sources : SOeS, d'après RTE, ErDF et EDF

Énergie appelée (séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2005



Sources : SOeS, d'après RTE, ErDF et EDF

Les prix et les cotations des énergies (mars 2014)

En mars, le cours du pétrole brut (Brent daté) recule de 1,3 % en moyenne sur le mois et s'établit à 107,50 dollars le baril. Converti en euro, cette baisse est plus marquée (- 2,5 %), en raison de la dépréciation du dollar face à l'euro (- 1,2 %).

En moyenne sur les douze derniers mois, entre avril 2013 et mars 2014, le Brent recule plus vite en euros (- 6,1 %) qu'en dollars (- 2,3 %), du fait d'un taux de change plus avantageux pour la monnaie européenne.

Sur le marché NBP à Londres, le prix spot du gaz naturel poursuit sa baisse pour le troisième mois consécutif (- 3,6 % entre février et mars) et se situe en dessous de la barre des 10 US\$ / MBtu.

La tendance baissière du prix spot moyen de l'électricité, entamée en janvier, se poursuit également : - 8,1 % entre février et mars, à 35,60 € / MWh. Il faut remonter à mars 2007 pour retrouver un niveau inférieur.

Prix et cotations des énergies

	Mars 2014	Février 2014	%	Moyenne des 12 derniers mois	
	Valeur	Valeur		Valeur	%*
Cotation					
US\$ en € (courant)	0,724	0,732	-1,2	0,746	-3,9
Brent daté (\$/bl)	107,5	108,9	-1,3	107,6	-2,3
Brent daté (€/bl)	77,8	79,7	-2,5	80,3	-6,1
Gaz - Spot NBP (US\$/MBtu)	9,7	10,1	-3,6	10,6	4,7
Électricité - Spot Base Epex** (€/MWh)	35,6	38,7	-8,1	39,2	-15,9
Charbon vapeur - Spot NWE*** (US\$/t)	75,2	77,2	-2,6	79,7	-10,4
Prix à la consommation (TTC)					
SP95 (€/l)	1,50	1,51	-0,3	1,52	-3,0
Gazole (€/l)	1,31	1,33	-1,4	1,33	-3,9
Fioul domestique (€/l)	0,88	0,90	-1,8	0,91	-5,9

* Variation par rapport à la période similaire de l'année précédente.

** European Power Exchange.

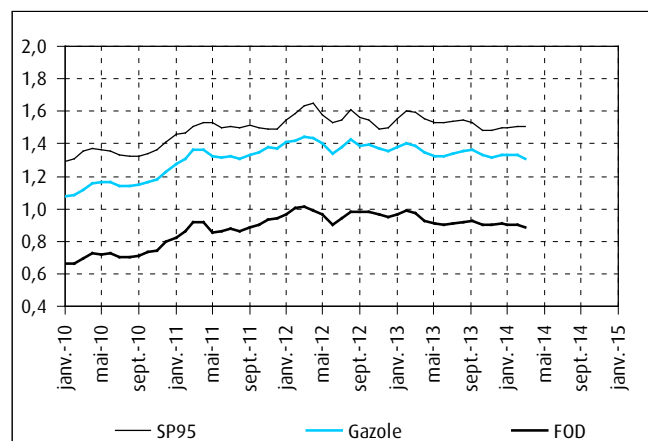
*** North West Europe.

Sources : DGEC / Reuters, Epex (électricité), McCloskey (charbon vapeur)

Les prix annuels moyens à la consommation affichent en mars une baisse généralisée, plus ou moins prononcée selon les produits. Elle est à peine visible pour le SP95 : - 0,3 % sur un mois, à 1,50 €/l. Cette évolution est plus marquée pour le gazole, dont le prix cède environ 3 c€/l, à 1,31 €. Le différentiel SP95 / gazole remonte ainsi à 19 c€ le litre en moyenne sur mars. Enfin, ce recul touche davantage le fioul domestique, dont le prix fléchit de 1,8 % par rapport à février. Mesurés sur un an, les prix sont également orientés à la baisse, dans une fourchette comprise entre 8 et 9 c€/l par rapport au niveau observé en mars 2013.

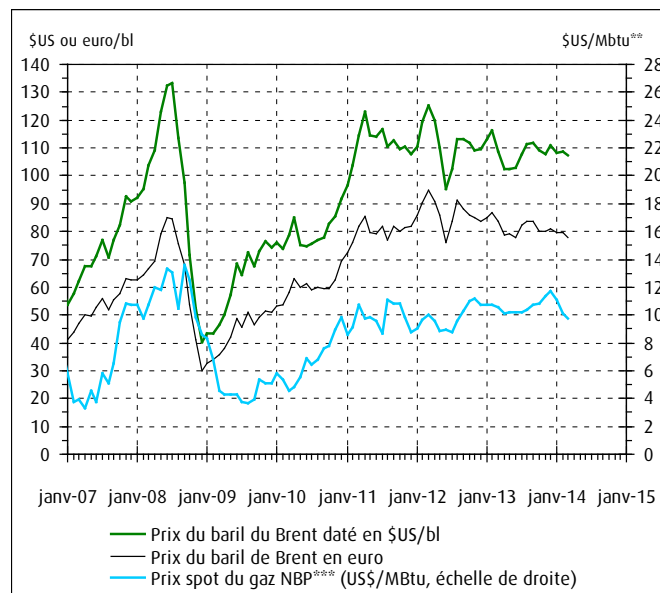
Prix à la consommation

En €/l



Source : DGEC

Prix moyen* mensuel du baril de pétrole, en \$US et en € et prix spot du gaz en \$US



* Prix courants.

** Mbtu : million British thermal unit (1 Mbtu = 293 kWh).

*** National Balancing Point pour livraison dans un mois (bourse de Londres).

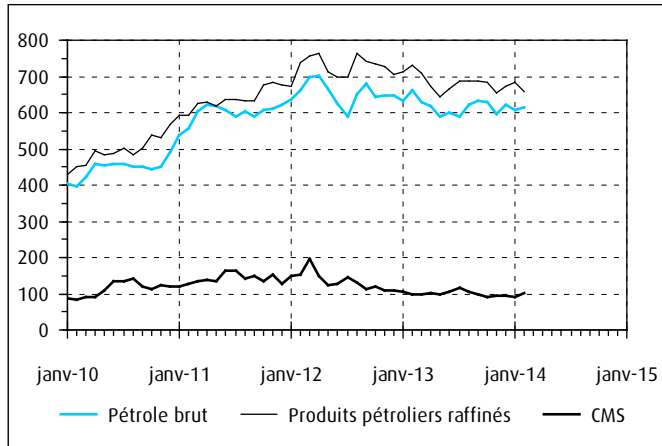
Sources : DGEC / Reuters

La facture énergétique (février 2014)

Entre janvier et février 2014, le prix moyen du pétrole brut importé en France augmente de 1,3 % et s'établit à 615,40 € la tonne, après avoir baissé de plus de 2 % entre décembre 2013 et janvier 2014. Le prix des produits pétroliers raffinés baisse en revanche, de 3,5 % par rapport à janvier, après deux mois de hausse consécutive.

Prix moyens mensuels des énergies importées

En €/t

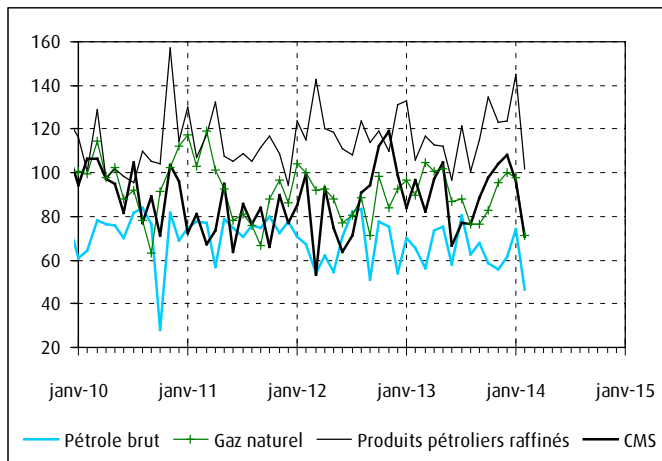


Source : calcul SOeS, d'après Douanes

En février, le solde importateur en volume des produits pétroliers raffinés, tout comme celui du pétrole brut, diminue sensiblement. Cette tendance s'ajoute à l'effet prix des produits raffinés et se traduit par une baisse très marquée de la facture pétrolière (brut et produits raffinés) du mois de février, à hauteur de 2 milliards d'euros (- 38,9 %). La facture de gaz naturel, dont les importations en volume reculent fortement du fait des températures exceptionnellement douces, diminue presque au même rythme (- 39,6 %), pour un total d'un peu plus de 700 millions d'euros. L'excédent commercial de l'électricité se rétracte entre janvier et février, repassant en dessous de la barre des 200 millions d'euros.

Quantités importées de pétrole, de combustibles minéraux solides et de gaz naturel

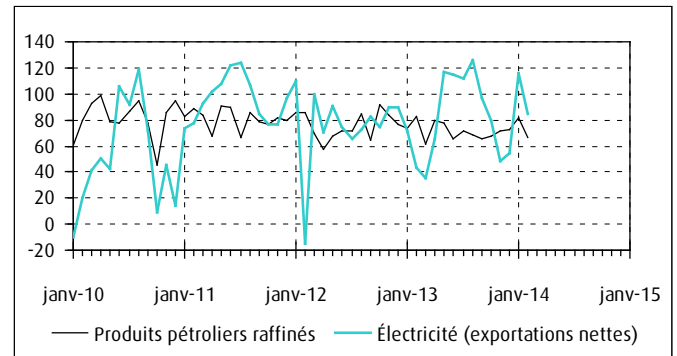
Indice base 100 en 2005



Source : calcul SOeS, d'après Douanes

Quantités exportées de produits pétroliers raffinés et d'électricité

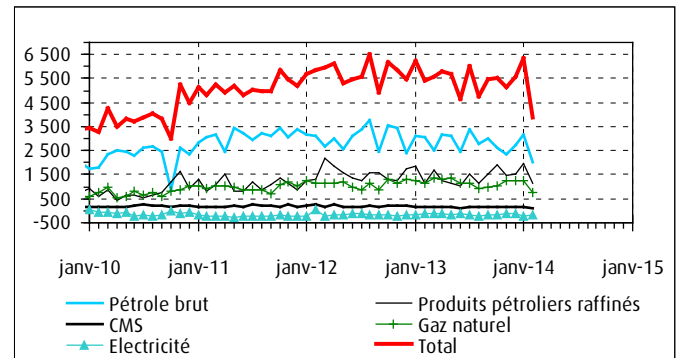
Indice base 100 en 2005



Source : calcul SOeS, d'après Douanes

Facture énergétique mensuelle de la France

En M€ courants



Source : calcul SOeS, d'après Douanes

Au total, la facture énergétique de février s'allège fortement, de 2,5 milliards d'euros sur un mois (- 39 %), et s'établit à 3,9 milliards d'euros. Il faut remonter à mars 2009 pour retrouver un niveau inférieur. Mesuré en cumul sur les douze derniers mois, entre mars 2013 et février 2014, le solde importateur énergétique de la France recule de 6,8 % par rapport à la période similaire de l'année précédente, pour un total de 64,3 milliards d'euros.

Facture énergétique et prix moyens à l'importation en France

Facture énergétique (Md€)	Février 2014	Janvier 2014	%	Cumul des 12 derniers mois	
	Valeur	Valeur		Valeur	%*
Importations totales (I)	5,1	7,7	-33,7	79,8	-8,0
dont : - CMS (combustibles minéraux solides)	0,1	0,2	-16,2	1,9	-18,0
- pétrole brut	2,0	3,2	-36,6	33,4	-9,5
- produits pétroliers raffinés	2,0	3,0	-32,2	29,0	-9,4
- gaz naturel	0,8	1,3	-35,8	14,3	0,5
Exportations totales (E)	1,3	1,4	-10,3	15,4	-12,4
dont : - produits pétroliers raffinés	0,9	1,0	-12,1	11,6	-12,7
- électricité	0,3	0,3	-15,6	3,1	-4,2
Facture énergétique (I-E)	3,9	6,3	-39,0	64,3	-6,8
dont : - pétrole brut et produits raffinés	3,2	5,2	-38,9	50,6	-8,3
- gaz naturel	0,7	1,2	-39,6	13,7	1,6
- électricité	-0,2	-0,2	-27,8	-1,9	-4,3

Prix moyens à l'importation (US\$ ou €)	Janvier 2014	Décembre 2013	%	Moyenne des 12 derniers mois	
	Valeur	Valeur		Valeur	%*
Pétrole brut importé (\$/bl)	114,7	112,8	1,7	111,2	-2,7
Pétrole brut importé (€/t)	615,4	607,3	1,3	611,8	-5,9
Produits pétroliers raffinés importés (€/t)	658,2	682,4	-3,5	675,6	-7,3

* Variation par rapport à la période similaire de l'année précédente.

Source : calcul SOeS, d'après Douanes

Méthodologie

Champ et sources

L'énergie primaire et la correction climatique (voir définitions)

L'énergie primaire est calculée à partir de toutes les données mensuelles disponibles des énergies, c'est-à-dire hors énergies renouvelables thermiques et déchets (bois-énergie, déchets urbains renouvelables...).

Source : SOeS - Météo-France pour les températures moyennes journalières

Les combustibles minéraux solides

Importations et exportations : DGDDI jusqu'au mois précédent, estimation SOeS pour le mois le plus récent.

Production : Snet (Société nationale d'électricité et de thermique, filiale d'E.ON-France).

Consommation des centrales électriques : Snet et EDF.

Consommation de la sidérurgie : FFA (Fédération française de l'acier), estimation SOeS pour le mois le plus récent.

Consommation des autres secteurs industriels : estimation SOeS.

Stocks : EDF, Snet, FFA.

Les produits pétroliers

Production nationale : Medde / DGEC (Direction générale de l'énergie et du climat).

Consommation : CPDP (Comité professionnel du pétrole).

Le gaz

Les données proviennent de l'enquête mensuelle sur la statistique gazière du SOeS, effectuée auprès des opérateurs d'infrastructures gazières et des principaux fournisseurs de gaz naturel sur le marché français.

L'électricité

Les données de production proviennent des principaux producteurs en France : EDF, CNR et Snet.

Les données d'échanges extérieurs proviennent de RTE.

Les données de consommation proviennent d'EDF (ERDF), et de RTE.

Prix et cotations

DGEC - Reuters et NBP (National Balancing Point) pour les cotations du pétrole et du gaz.

Exep pour les prix spot de l'électricité et McCloskey pour les prix spot du charbon.

La facture énergétique :

DGDDI (Prodouane) pour la valeur des importations et exportations.

Banque de France pour la parité du dollar.

Révision des données

Les données du dernier mois sont provisoires et peuvent donner lieu à des révisions, parfois importantes. C'est notamment le cas de la consommation de quelques produits pétroliers (en particulier coke de pétrole, base pétrochimiques, GPL), des importations et consommations de charbon hors centrales électriques.

Définitions

L'énergie primaire est l'énergie tirée de la nature (du soleil, des fleuves ou du vent) ou contenue dans les produits énergétiques tirés de la nature (comme les combustibles fossiles ou le bois) avant transformation. Par convention, l'énergie électrique provenant d'une centrale nucléaire est également une énergie primaire (convention internationale AIE).

La consommation d'énergie primaire correspond à la consommation d'énergie de tous les acteurs économiques. Elle s'oppose à la **consommation d'énergie finale**, qui correspond à la consommation des seuls utilisateurs finals, ménages ou entreprises autres que celles de la branche énergie. L'énergie finale peut être une énergie primaire (consommation de charbon de la sidérurgie par exemple) ou non. L'écart entre les consommations d'énergie primaire et secondaire correspond à la consommation de la branche énergie. Il s'agit pour l'essentiel des pertes de chaleur liées à la production d'électricité.

Le taux d'indépendance énergétique est le ratio de la production nationale d'énergie primaire sur la consommation d'énergie primaire réelle (non corrigée du climat).

Le pouvoir calorifique supérieur (PCS) donne le dégagement maximal théorique de chaleur lors de la combustion, y compris la chaleur de condensation de la vapeur d'eau produite lors de la combustion. À l'inverse, **le pouvoir calorifique inférieur** (PCI) exclut de la chaleur dégagée la chaleur de condensation de l'eau supposée rester à l'état de vapeur à l'issue de la combustion. En pratique, le rapport PCI / PCS est de l'ordre de 90 % pour le gaz naturel, de 91 % pour le gaz de pétrole liquéfié, de 92-93 % pour les autres produits pétroliers et de 95 % à 98 % pour les combustibles minéraux solides.

Combustibles minéraux solides (CMS) : dans le présent « Chiffres & statistiques », le terme « charbon » est utilisé pour désigner l'ensemble des CMS qui regroupent le charbon à l'état brut et les produits solides issus de sa transformation. Les produits bruts couvrent les produits de récupération, le lignite et la houille, dont le charbon vapeur est une variété utilisée pour la production d'électricité et/ou de chaleur. Les produits solides transformés à partir du charbon sont le coke et les agglomérés.

Le coefficient de disponibilité nucléaire (Kd) : ratio entre la capacité de production réelle et la capacité de production théorique maximale. Le Kd, qui ne prend en compte que les indisponibilités techniques, à savoir les arrêts programmés, les indisponibilités fortuites et les périodes d'essais, caractérise la performance industrielle d'une centrale.

Émissions de CO₂ liées à la combustion d'énergie

Les émissions de CO₂ calculées dans ce « Chiffres & statistiques » sont celles issues de la combustion d'énergie fossile. Elles représentent près de 95 % des émissions totales de CO₂ et environ 70 % des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le calcul du SOeS consiste à appliquer des facteurs d'émissions moyens aux consommations d'énergies fossiles (produits pétroliers, gaz et combustibles minéraux solides), hors usages non énergétiques des produits pétroliers (pour le gaz naturel, il n'est pas possible d'estimer ces usages en mensuel). En revanche, les inventaires officiels (données annuelles) en matière d'émissions de GES, et de CO₂ en particulier, font appel à une méthodologie beaucoup plus complexe, nécessitant des données plus détaillées. Comparées à un inventaire officiel, ces estimations présentent d'autres différences de périmètre, tel que la non prise en compte des DOM, des énergies renouvelables thermiques ou encore la prise en compte des routes aériennes internationales.

Correction des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables (CVS-CVC-CJO)

Bien souvent, les séries sont sensibles aux saisons, à la météorologie et au nombre de jours ouvrables. Ainsi la consommation des énergies utilisées pour le chauffage est plus élevée l'hiver que l'été et augmente d'autant plus que les températures sont basses. L'énergie consommée pour le chauffage au cours d'une journée est proportionnelle au nombre de « degrés-jours », c'est-à-dire à l'écart entre la température moyenne de la journée et un seuil fixé à 17°C, lorsque la température est inférieure à ce seuil. À titre d'exemple, en dessous de 17°C, une baisse d'un degré de la température conduit à une consommation supplémentaire de gaz distribué de l'ordre de 1,25 TWh par mois. La série corrigée des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables (CVS-CVC-CJO), construite à partir de la série initiale dite « série brute », permet de neutraliser l'effet des saisons, de la météorologie et des jours ouvrables pour faire ressortir à la fois les tendances de fond et les évolutions exceptionnelles. Contrairement au « glissement annuel » où pour éliminer la saisonnalité, on compare un mois avec le même mois de l'année précédente, la série CVS-CVC permet de comparer directement chaque mois avec le mois précédent. Cela lui confère deux avantages. D'une part, l'interprétation d'un mois ne dépend que du passé récent et non d'événements survenus jusqu'à un an auparavant. D'autre part, on détecte tout de suite les retournements et on mesure correctement les nouvelles tendances sans retard. La série CJO permet de neutraliser l'impact des nombres inégaux de jours ouvrables d'un mois à l'autre, de la même façon que la série CVS-CVC neutralise l'impact des différentes saisons et du climat. La combinaison des CVS-CVC-CJO permet de fournir une information sur l'évolution instantanée des phénomènes économiques, abstraction faite des phénomènes calendaires explicables naturels. Pour en savoir plus, consulter le site www.statistiques-developpement-durable.gouv.fr, rubrique Glossaire (au pied de la page d'accueil).

La nouvelle valeur de la série brute est intégrée chaque mois dans le calcul des profils historiques. Les coefficients saisonniers ainsi que les coefficients climatiques et la correction des jours ouvrables sont donc réestimés chaque mois, ce qui peut faire réviser très légèrement la série CVS-CVC-CJO. La structure des modèles est validée une fois par an. Les séries CVS-CVC-CJO sont désaisonnalisées par le SOeS. Certaines séries ne présentent pas de saisonnalité, de sensibilité au climat ou aux jours ouvrés détectables. C'est le cas pour les combustibles minéraux solides notamment.

La correction des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables est faite au niveau le plus fin des séries, les séries d'ensemble étant obtenues par agrégation des séries élémentaires.

Diffusion

Les séries longues sont disponibles dans la base de données Pégase accessible sur le site www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr, rubrique Données en ligne / Énergies et climat / Pégase.

Didier CADIN
Lisa FRATACCI
Sami LOUATI

Chiffres & statistiques

**Commissariat général
au développement
durable**

**Service
de l'observation
et des statistiques**

Tour Voltaire
92055 La Défense cedex
Mel : diffusion.soes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

**Directeur
de la publication**
Sylvain Moreau

ISSN : 2102-6378

© SOeS 2014